

Politique infirmière au niveau cantonal, municipal et communal

# «Notre formation nous apprend tout pour réussir en politique»

A l'ASI, une membre du Comité central et deux présidentes de section font de la politique au niveau cantonal et communal. Ces trois politiciennes parlent de leur expérience et appellent les infirmières et infirmiers à participer aux discussions.

Texte: Martina Camenzind

Trois infirmières avec un mandat au sein de l'ASI, toutes les trois politiciennes. Leur parcours les a conduites de leur engagement pour les soins infirmiers à la politique.

## L'influence de la profession

En tant qu'infirmière en psychiatrie, Renate Rutishauser, députée grisonne depuis 2018 et présidente de la section de son canton, a été confrontée aux besoins sociaux des malades psychiques. «J'ai vu comment on met des obstacles sur leur chemin au lieu de les écarter», explique-t-elle. C'est la raison pour laquelle elle a rejoint le Parti socialiste (PS). Barbara Dätwyler, députée (PS) au

Grand Conseil thurgovien depuis 2018, présidente de la section SG/TG/AI/AR, est arrivée en Thurgovie après avoir terminé sa formation à l'École d'infirmière du Lindenhof, à Berne. «J'ai commencé à faire de la politique par le biais de mon engagement dans la politique professionnelle», déclare-t-elle. L'élément déclencheur? La privatisation des hôpitaux du canton et l'élaboration d'une convention collective de travail (CCT). Elle s'est d'abord impliquée dans la commission régionale, puis au comité de la section, avant de reprendre la présidence. En 2016, elle est élue au conseil communal de Frauenfeld, puis au pouvoir exécutif, à la Municipalité, en février dernier.

Manuela Kocher, membre du Comité central de l'ASI, est députée (PS) au Grand Conseil bernois depuis 2018. Elle a également été influencée par sa profession. Lorsque le système salarial du centre hospitalier biennois où elle travaillait a été restructuré au détriment des infirmières, Manuela Kocher a participé à différentes actions et à des grèves. D'abord déléguée de l'ASI, puis membre du comité, elle reprend le département du partenariat social dans la section bernoise. Après s'être installée à Worben, dans le Seeland bernois, elle siège dans la commission sociale de sa commune, puis devient conseillère communale en 2012.



Barbara Dätwyler (TG), Renate Rutishauser (GR) et Manuela Kocher (BE) siègent au Grand Conseil de leur canton.

Pierre-André Wagner

## Se faire élire

En Suisse, les cantons sont souverains en ce qui concerne la santé. Pour cette raison, il est d'autant plus important pour le personnel infirmier de se faire élire dans les cantons. «Si nous ne nous impliquons pas au niveau cantonal, les autres décideront à notre place», relève Barbara Dätwyler. Manuela Kocher ajoute que depuis l'introduction du nouveau système de péréquation financière, la politique cantonale est encore plus importante: «La Confédération donne des directives, mais la mise en œuvre se fait dans les cantons». Et Barbara Dätwyler précise: «On peut ainsi influencer la répartition des finances, par exemple pour les établissements médico-sociaux, les services de soins à domicile, les infirmières et infirmiers indépendants, la formation.» Comme ce sont les cantons qui mettront en œuvre l'initiative sur les soins infirmiers, les députés joueront un rôle fondamental, souligne Renate Rutishauser.

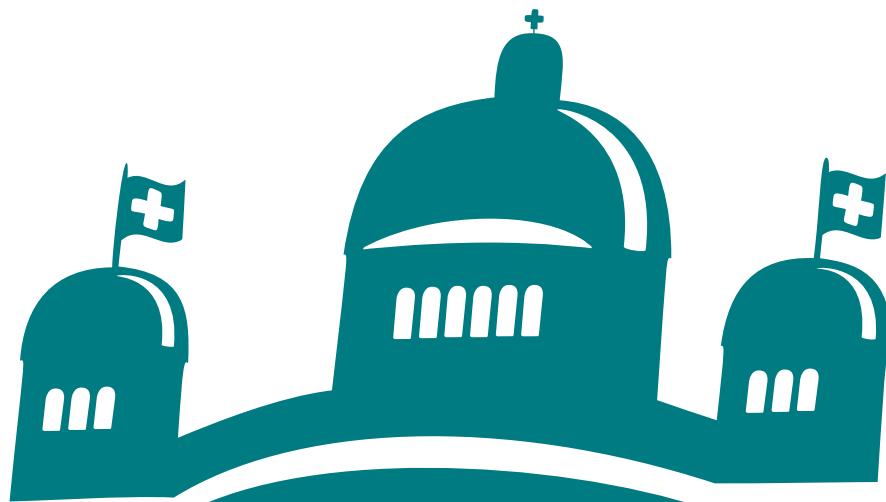
En matière de politique infirmière, l'influence exercée au niveau communal ne doit pas être sous-estimée. Ainsi, lorsqu'elle était conseillère communale à Worben en charge des affaires sociales, Manuela Kocher a par exemple élaboré un document officiel sur la prise en charge des personnes âgées dans la commune. Il existe de nombreuses façons dont les communes peuvent introduire des mesures favorables aux soins et à l'accompagnement, par exemple: créer un fonds pour des mesures de soutien aux proches-aidants, rédiger un concept sur la prise en charge des personnes atteintes de démence, mettre sur pied des services de repas pour les personnes âgées.

## Des outils à succès

Ces thématiques ont un impact très concret sur les conditions de travail des infirmières – et surtout sur la qualité de vie de la population. Il est donc important de s'impliquer en politique au niveau communal et de participer aux décisions. Et le personnel infirmier a un avantage de taille: «Notre formation nous apprend tout pour réussir en politique», explique Barbara Dätwyler. «Nous sommes ouvertes, nous savons communiquer et coopérer avec des personnes très différentes – ce sont là des qualités essentielles dans la prise en charge des patients. Elles sont également nécessaires en politique». Manuela Kocher complète: «Penser en

réseau, être capable d'analyser rapidement les situations, trouver des solutions – ce sont des facultés extrêmement utiles en politique. La politique, c'est se mettre en réseau. Cela fonctionne aussi de cette manière dans les soins.» Renate Rutishauser partage cet avis, mais nuance: «Je ne connais pas grand-chose aux finances et ce n'est pas simple pour moi de m'y confronter». Pour cela, elle a d'abord dû se familiariser avec certaines structures et procédures. C'est précisément là que les expériences au niveau communal permettent d'acquérir des armes utiles en politique, souligne Barbara Daetwyler. «Ensuite, vous savez comment fonctionne un parlement, vous savez faire une interpellation, vous connaissez les enjeux formels et structurels, les écueils à éviter.»

La politique est dominée par les hommes, les problématiques sont débattues en fonction de leurs intérêts. C'est l'une des raisons pour lesquelles Renate Rutishauser s'est engagée en politique. «Certains thèmes ne sont pas abordés là où il n'y a pas de femmes. Je le constate dans notre parlement: la santé et les affaires sociales ne sont jamais aussi intéressantes que la chasse, les impôts ou le droit de la construction». En politique, les femmes doivent-elles en faire davantage que les hommes? «Vous devez être beaucoup mieux préparée parce que vos dossiers seront démantelés. Vous devrez montrer votre expertise», reconnaît Manuela Kocher. Et Barbara Daetwyler de conclure: «Mais une fois que c'est clarifié, vous serez traitée comme une égale.»



## 2019: année politique

L'initiative populaire «Pour des soins infirmiers forts» lancée par l'ASI est maintenant dans sa phase parlementaire. Les prochaines élections fédérales auront lieu en automne et la nouvelle composition du Parlement aura une influence certaine sur son devenir.

### Contre-projet indirect en consultation

La commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-CN) a terminé son contre-projet indirect et l'a mis en consultation à la mi-mai. L'ASI va préparer une prise de position modèle et la mettre à disposition de ses organisations partenaires.

Informations détaillées:

### Les infirmières et infirmiers politiques se mettent en réseau

Les infirmières et infirmiers actifs en politique sont en train de se constituer en réseau. Leur intention est de partager leurs expériences et utiliser les synergies. Cela leur permettrait par exemple de profiter d'un travail qui a déjà été réalisé dans une autre commune ou canton. Un tel réseau serait également utile pour organiser la mobilisation en faveur de l'initiative sur les soins infirmiers. Si vous faites de la politique au niveau cantonal ou communal – ou si cela vous intéresse – vous êtes invités à rejoindre ce réseau. Il vous suffit de transmettre vos coordonnées par e-mail à [regiopol@sbk-asi.ch](mailto:regiopol@sbk-asi.ch).

Informations supplémentaires sur l'initiative: voir page 93 et [www.sbk-asi.ch](http://www.sbk-asi.ch)